

COMMISSION DE L'ÉCONOMIE,
DE LA POLITIQUE SCIENTIFIQUE,
DE L'ÉDUCATION, DES
INSTITUTIONS SCIENTIFIQUES
ET CULTURELLES NATIONALES,
DES CLASSES MOYENNES ET DE
L'AGRICULTURE

COMMISSIE VOOR HET
BEDRIJFSLEVEN, HET
WETENSCHAPSBELEID, HET
ONDERWIJS, DE NATIONALE
WETENSCHAPPELIJKE EN
CULTURELE INSTELLINGEN, DE
MIDDENSTAND EN DE
LANDBOUW

du

van

MARDI 09 NOVEMBRE 2010

DINSDAG 09 NOVEMBER 2010

Matin

Voormiddag

La réunion publique est ouverte à 10 h 16 sous la présidence de M. Kristof Calvo.

01 Question de M. Peter Logghe au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "l'accès au crédit pour les PME" (n° 323)

01.01 Peter Logghe (VB): Le redressement économique devrait également se traduire par une reprise de l'octroi de crédits aux PME. Observe-t-on une augmentation marquée des crédits octroyés par rapport à la situation d'il y a quelques mois?

En 2010 et en 2011, des dizaines de milliers d'entreprises familiales passeront aux mains de la génération suivante et les besoins en crédits d'entreprise vont donc peut-être aussi augmenter. De telles petites sociétés ne disposent pas toujours du savoir-faire nécessaire et il n'existe toujours pas de check-list uniforme pour les crédits aux indépendants et aux PME. La ministre compte-t-elle s'y atteler?

Certaines banques refuseraient des demandes de crédit sans aucune motivation. Ne peut-on, par une décision politique, les contraindre à motiver de telles décisions?

01.02 Sabine Laruelle, ministre (en néerlandais): Je constate sur la base des derniers chiffres du CeFiP (Centre de Connaissances du Financement des PME) qu'au deuxième trimestre 2010, on observe enfin une nouvelle augmentation du nombre de débiteurs de crédit, certes discrète (0,46 %). Ce chiffre avait diminué de 4 % depuis 2007.

Des différences apparaissent toutefois. Ainsi, le nombre de débiteurs indépendants continue de diminuer fortement et cela vaut aussi pour les moyennes entreprises. Les petites entreprises compensent cette baisse par une hausse de 4,6 %. Nous espérons que la tendance à la hausse se confirmera pour le deuxième semestre 2010 mais ces chiffres n'ont pas encore été analysés.

Le rapport en question peut être consulté sur le site web du CeFiP.

Personnellement, je ne suis pas favorable à l'idée d'imposer une obligation aux banques, ce qui par ailleurs ne relève pas de la compétence de ce gouvernement d'affaires courantes. Nous avons déjà pris des mesures pour les entrepreneurs de la seconde chance et limité ainsi la responsabilité directe des banques.

01.03 Peter Logghe (VB): On faciliterait la tâche des entreprises familiales en leur fournissant une check-

list uniforme des points à prendre en considération lors d'une demande de crédit. L'urgence est d'autant plus grande que de nombreuses entreprises familiales seront amenées à gérer une succession dans un futur proche.

01.04 Sabine Laruelle, ministre (*en néerlandais*): L'idée d'une telle check-list est intéressante mais la compétence en la matière incombe en partie aux Régions. Nous pourrions toutefois confier ce projet au CeFiP, au sein duquel les Régions sont également représentées. Il convient cependant de s'interroger sur la définition précise d'une entreprise familiale. Des empires mondiaux peuvent également être aux mains d'une seule famille.

01.05 Peter Logghe (VB): En ce qui concerne la problématique de la succession familiale, je veux parler des PME, des sociétés et des entreprises unipersonnelles, pour lesquelles la succession s'inscrit dans le contexte familial.

L'incident est clos.

De **voorzitter**: La question n° 361 de M. Coëme est reportée.

02 Question de M. Peter Logghe à la ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique sur "la situation financière des PME" (n° 672)

02.01 Peter Logghe (VB): La sixième édition du *Kompass PME* de Deloitte Fiduciaire présente une image plutôt inquiétante de la situation financière d'assez nombreuses PME en Belgique en 2009. La moitié des entreprises ont subi de lourdes pertes de trésorerie; 62 % ont vu leur chiffre d'affaires diminuer pour la deuxième année consécutive et, pour une entreprise sur trois, le chiffre d'affaires a même chuté d'environ 30 %. Pourtant, les chefs d'entreprise croient fermement aux chances de survie de leur société: ils ont même choisi massivement d'y injecter les bénéfices.

La ministre confirme-t-elle la situation financière inquiétante des PME en Belgique? Le politique peut-il intervenir en matière de financement? Les banques continuent d'exiger des garanties solides. Peut-on contraindre les banques qui ont bénéficié du soutien du gouvernement lors de la crise financière à libérer des fonds plus facilement? La ministre envisage-t-elle d'autres mesures pour améliorer la situation financière des PME en assouplissant la loi sur les faillites ou les conditions relatives au chiffre d'affaires?

02.02 Sabine Laruelle, ministre (*en néerlandais*): Je connais l'étude réalisée par la firme Deloitte. Les comptes annuels de 2009 montrent effectivement que nos entreprises connaissent une situation difficile, ce qui n'est pas surprenant dans une année de crise. C'est au sein des plus petites entreprises et des starters que le problème est le plus important.

On constate en outre que la moitié des entreprises s'autofinancent à raison de 50 % ou plus. Il faudrait leur permettre de bénéficier plus aisément d'un financement bancaire, afin d'accroître leur efficacité. C'est pourquoi j'ai chargé le Centre de Connaissances du Financement des PME du monitoring de l'accès au crédit bancaire. Le CeFiP a constaté à ce sujet que les conditions d'octroi de crédit n'étaient guère intéressantes en pleine période de crise. Le centre présentera bientôt une étude détaillée sur les modes de financement des entreprises débutantes.

En février 2009, j'ai chargé le CeFiP d'assurer une mission de médiation du crédit. Avec un taux de réussite de près de 70 %, cette mesure constitue un instrument effectif de promotion du dialogue entre les banques et les entreprises. Reconnue par l'OCDE comme relevant de bonnes pratiques, cette mesure a été imitée dans d'autres pays.

Si nos mesures ont permis un revirement dans la stratégie des banques, initialement centrée sur l'évitement du risque, la vigilance reste toutefois de mise. Des initiatives supplémentaires devront être prises par le prochain gouvernement.

02.03 Peter Logghe (VB): Ce taux de réussite de 70 % en matière de médiation du crédit est en effet positif, mais pour les PME flamandes, il serait utile de pouvoir s'adresser à un point de contact physique plus proche, situé sur le territoire flamand.

La ministre affirme régulièrement que le statut de gouvernement en affaires courantes empêche ce dernier de prendre de nouvelles initiatives. L'extinction de certaines mesures, défendue dans l'intervalle par M. Vanhengel, s'inscrit-elle en revanche dans le cadre de ces affaires courantes?

L'incident est clos.

03 Question de Mme Liesbeth Van der Auwera à la ministre des PME, des Indépendants, de l'Agriculture et de la Politique scientifique sur "l'Ordre des Architectes" (n° 712)

03.01 Liesbeth Van der Auwera (CD&V): En 2008, la section néerlandophone du Conseil national est devenue le Conseil flamand de l'Ordre des architectes; la section francophone est devenue le Conseil francophone et germanophone. En 2007, le Conseil national a décidé de constituer pour les cinq conseils provinciaux néerlandophones une association de fait portant le même nom. Cette situation entraîne une grande confusion au sein de la profession.

La question de la réforme de l'Ordre des architectes et la confusion de noms se pose depuis quelque temps déjà. Au printemps, la proposition budgétaire a été refusée unilatéralement pour la première fois parce que des dépenses relatives à une association de fait, le Conseil flamand, figuraient au budget, alors que ce Conseil n'a aucun lien avec l'Ordre.

Le site francophone de l'Ordre fait état de la constitution d'une Chambre bruxelloise et d'une Chambre wallonne investies d'une mission légale. Toujours selon ce site, ces chambres sont composées de mandataires de l'Ordre élus, de mandataires nommés par le Roi et de représentants de l'association professionnelle wallonne et bruxelloise. Le budget de l'Ordre a par ailleurs fortement augmenté depuis 2003.

Dans l'intervalle, le CD&V a déposé une proposition de loi sur la réforme de l'Ordre.

Où en sont les négociations relatives à la réforme? Quelles sont les missions légales de la Chambre bruxelloise et de la Chambre wallonne? La ministre envisage-t-elle d'annuler le changement de dénomination intervenu le 24 juillet 2008 pour éviter toute confusion? Quel était le montant du budget en 2000, en 2008 et en 2009? Quel était le budget prévu pour 2010? Quelle est la raison de cette augmentation?

03.02 Sabine Laruelle, ministre (en néerlandais): Au cours des derniers mois, de nombreuses réunions relatives à la réforme de l'Ordre des architectes ont été organisées et des accords ont été conclus mais aucune initiative ne peut être prise dans le contexte politique actuel.

Lors de la dernière réunion du Conseil national de l'Ordre des architectes, il a été décidé de biffer la référence aux missions légales pour la Chambre bruxelloise et la Chambre wallonne étant donné que ces chambres n'ont aucune mission légale. Je veillerai à ce que ce soit le cas.

La solution la plus simple pour lever la confusion de dénomination entre le Conseil flamand et le Conseil flamand Association de fait est que ce dernier change de nom.

Le budget s'élevait à environ 4,4 millions d'euros en 2002; 5,9 millions en 2008; 6,2 millions en 2009 et 5,6 millions en 2010.

Si le budget a augmenté, c'est dû notamment à l'indexation des coûts salariaux et à la croissance des frais de fonctionnement. Toutefois, cette tendance ne s'est pas poursuivie en 2010. De 2002 à 2010, l'augmentation budgétaire s'est chiffrée à 1 million d'euros.

03.03 Liesbeth Van der Auwera (CD&V): En réalité, nous sommes donc en présence d'un *statu quo*.

03.04 Sabine Laruelle, ministre (en néerlandais): En effet. Nous devons réduire le budget de l'Ordre des architectes mais celui-ci doit remplir de très nombreuses missions, ce qui nécessite que nous dégagions à cette fin les ressources requises.

03.05 **Liesbeth Van der Auwera** (CD&V): Il faut poursuivre la réforme de l'Ordre. Je me réjouis que la ministre se soit entretenue avec les différents partenaires au cours des derniers mois. J'espère que tout le travail qui a été accompli n'aura pas été vain.

À présent, nous sommes dans l'expectative. Nous avons déposé une proposition et nous attendons l'examen des propositions en commission. Qui sait, peut-être y aura-t-il des points de convergence entre notre proposition et les souhaits des partenaires et une solution pourra être trouvée.

Le **président**: Mme Fonck est absente. Au départ, sa question était inscrite à l'ordre du jour de cet après-midi.

03.06 **Liesbeth Van der Auwera** (CD&V): Mme Fonck savait que les questions ont été déplacées à ce matin pour permettre à la ministre d'assister à des funérailles.

Le **président**: La question n° 674 de Mme Fonck est reportée.

L'incident est clos.

La réunion publique de commission est levée à 10 h 43.

De vergadering wordt geopend om 10.16 uur en voorgezeten door de heer Kristof Calvo.

01 **Vraag van de heer Peter Logghe aan de minister voor Ondernemen en Vereenvoudigen over "kredietverstrekking voor kmo's" (nr. 323)**

01.01 **Peter Logghe** (VB): De heropleving van de economie zou ook voor een heropleving van de kredietverstrekking aan kmo's moeten zorgen. Is er een forse toename van toegekende kredieten in vergelijking met enkele maanden geleden?

In 2010 en 2011 zullen tienduizenden familiebedrijven in de handen komen van de volgende generatie en zal de nood aan bedrijfskredieten misschien dus ook toenemen. Zulke kleinere zaken beschikken niet altijd over de nodige knowhow en er bestaat nog altijd geen uniforme checklist voor kredieten voor zelfstandigen en kmo's. Zal de minister daar werk van maken?

Banken zouden zonder motivatie kredietaanvragen weigeren: kan het beleid hen niet verplichten om dergelijke beslissingen te motiveren?

01.02 Minister **Sabine Laruelle** (*Nederlands*): Op basis van de meest recente cijfers van het KeFiK (het Kenniscentrum voor Financiering van KMO) stel ik vast dat in het tweede trimester van 2010 het aantal kredietdebiteurs eindelijk weer steeg, met een voorzichtige 0,46 procent. Sinds 2007 was het aantal debiteurs met 4 procent gedaald.

Er zijn wel verschillen. Het aantal zelfstandige debiteurs blijft fors afnemen en dat geldt ook voor de middelgrote ondernemingen. De kleine ondernemingen compenseren dat met een stijging van 4,6 procent. We hopen dat de tweede helft van 2010 de stijgende tendens zal bevestigen, maar die cijfers zijn nog niet geanalyseerd.

Wie dat wil kan het rapport op de website van het KeFiK inkijken.

Persoonlijk vind ik een verplichting opleggen aan de banken niet zo een goed idee. Zulks zou trouwens buiten de bevoegdheden van deze regering van lopende zaken vallen. We hebben wel al maatregelen genomen voor de tweedekansondernemers en zo de directe verantwoordelijkheid van de banken verminderd.

01.03 **Peter Logghe** (VB): Familiale ondernemingen zouden flink geholpen zijn met een eenvormige

checklist met zaken waarop ze moeten letten bij kredietaanvragen. Dat wordt des te urgenter nu zoveel familiale ondernemingen met opvolging te maken krijgen in de nabije toekomst.

01.04 Minister **Sabine Laruelle** (*Nederlands*): Zo een checklist is zeker een goed idee, maar een deel van de bevoegdheid daarvoor bevindt zich bij de Gewesten. We kunnen zoiets wel toevertrouwen aan het KeFiK, want daarin zijn de Gewesten ook vertegenwoordigd. We moeten ons wel afvragen wat precies een familiaal bedrijf is. Ook mondiale imperia kunnen in de handen van één familie zijn.

01.05 **Peter Logghe** (VB): Inzake de familiale opvolgingsproblematiek heb ik het over kmo's, vennootschappen en eenmanszaken, waar de opvolging zich afspeelt binnen de familiale sfeer.

Het incident is gesloten.

De **voorzitter**: Vraag nr. 361 van de heer Coëme wordt uitgesteld.

02 **Vraag van de heer Peter Logghe aan de minister van KMO's, Zelfstandigen, Landbouw en Wetenschapsbeleid over "de financiële toestand van de kmo's" (nr. 672)**

02.01 **Peter Logghe** (VB): Het zesde *KMO-Kompas* van Deloitte Fiduciaire geeft een vrij verontrustend beeld van de financiële toestand van nogal wat kmo's in België in 2009. De helft van de ondernemingen leed een ernstig verlies aan kaswinst, 62 procent zag zijn omzet voor het tweede jaar op rij dalen en bij een op drie ondernemingen lag de omzet zelfs ongeveer 30 procent lager. Toch geloven de bedrijfsleiders sterk in de overlevingskansen van hun bedrijven: ze kozen er massaal voor de winsten binnen de vennootschap te reserveren.

Bevestigt de minister deze onrustwekkende financiële toestand van de kmo's in België? Kan het beleid op het vlak van financiering bijspringen? De banken blijven strenge garanties eisen. Kan men de banken die geld van de overheid hebben gekregen tijdens de financiële crisis, niet onder druk zetten om gemakkelijker met geld over de brug te komen? Denkt de minister aan andere maatregelen om de financiële toestand van de kmo's leefbaarder te maken, door de faillissementswet te versoepelen of de omzetvoorwaarden minder streng te maken?

02.02 Minister **Sabine Laruelle** (*Nederlands*): Ik ken de studie van Deloitte. De jaarrekeningen van 2009 tonen inderdaad een moeilijke situatie voor onze ondernemingen. In een crisisjaar is dat niet verwonderlijk. Het probleem is het grootst bij de kleinste ondernemingen en de starters.

Bovendien stellen we vast dat de helft van de ondernemingen zich voor 50 procent of meer financiert met eigen middelen. Om meer slagkracht te hebben moeten ze vlotter toegang krijgen tot bankfinanciering. Daarom heb ik het Kenniscentrum voor Financiering van KMO belast met het monitoren van de toegang tot bankkrediet. Het KeFiK heeft daarbij vastgesteld dat de kredietvoorwaarden in volle crisis zeker niet gunstig waren. Het centrum zal binnenkort een gedetailleerde studie voorstellen over de financieringswijzen van startende ondernemingen.

In februari 2009 heb ik het KeFiK belast met een opdracht van kredietbemiddeling. Met een slaagpercentage van bijna 70 procent is die maatregel een effectief instrument om de dialoog tussen banken en ondernemingen te bevorderen. De maatregel werd door de OESO erkend als beste praktijk en kreeg navolging in andere landen.

De banken hebben lang een beleid zonder risico's gevoerd, maar dankzij onze maatregelen is daar een kentering in gekomen. We moeten echter waakzaam blijven. Extra maatregelen zullen door een volgende regering moeten worden genomen.

02.03 **Peter Logghe** (VB): Een slaagpercentage van 70 procent bij de kredietbemiddeling is inderdaad mooi, maar Vlaamse kmo's zouden gebaat zijn bij een meer nabijgelegen fysiek aanspreekpunt op Vlaams grondgebied.

De minister zegt geregeld dat de toestand van lopende zaken de regering belet om nieuwe maatregelen te treffen. Ondertussen pleit minister Vanhengel voor het beëindigen van een aantal maatregelen. Behoort dat dan wel tot de lopende zaken?

Het incident is gesloten.

03 Vraag van mevrouw Liesbeth Van der Auwera aan de minister van KMO's, Zelfstandigen, Landbouw en Wetenschapsbeleid over "de Orde van Architecten" (nr. 712)

03.01 Liesbeth Van der Auwera (CD&V): In 2008 werd de Nederlandstalige afdeling van de Nationale Raad omgevormd tot de Vlaamse Raad van de Orde van Architecten, en de Franstalige tot de Franstalige en de Duitstalige Raad van de Orde van Architecten. In 2007 besliste de Nationale Raad om voor de vijf Nederlandstalige provinciale raden een feitelijke vereniging op te richten die dezelfde naam draagt. Dit leidt tot grote verwarring binnen het architectenkorps.

De hervorming van de Orde van Architecten en de naamsverwarring slepen al enige tijd aan. In het voorjaar werd het begrotingsvoorstel voor de eerste maal unilateraal geweigerd omdat in de begroting uitgaven werden opgenomen voor een feitelijke vereniging, de Vlaamse Raad, die vreemd is aan de Orde.

Op de Franstalige website van de Orde blijkt dat een Chambre bruxelloise en een Chambre wallonne met een wettelijke opdracht werden opgericht. Nog steeds volgens die site bestaan deze kamers uit verkozen mandatarissen van de Orde, door de Koning benoemde mandatarissen en vertegenwoordigers van de Waalse en Brusselse beroepsvereniging. Het budget van de Orde is sinds 2003 ook sterk gestegen.

Intussen diende CD&V een wetsvoorstel in over de hervorming van de Orde.

Wat is de stand van de hervormingsgesprekken? Wat zijn de wettelijke opdrachten van de Chambre bruxelloise en de Chambre wallonne? Overweegt de minister de naamsverandering van 24 juli 2008 ongedaan te maken om verwarring te vermijden? Hoeveel bedroeg het budget in 2000, in 2008 en in 2009? Hoeveel werd er begroot voor 2010? Wat is de reden van die stijging?

03.02 Minister Sabine Laruelle (Nederlands): De afgelopen maanden is er veel vergaderd over de hervorming van de Orde van Architecten en werd ook een aantal akkoorden bereikt, maar in de huidige politieke context kunnen er geen initiatieven worden genomen.

Op de jongste vergadering van de Nationale Raad van de Orde van Architecten is beslist om de verwijzing naar wettelijke opdrachten te verwijderen voor de Chambre bruxelloise en de Chambre wallonne, omdat deze kamers geen wettelijke opdrachten hebben. Ik zal erop toezien dat dit ook gebeurt.

De eenvoudigste oplossing voor de naamsverwarring tussen de Vlaamse Raad en de Vlaamse Raad Feitelijke Vereniging (VRFV) is dat de VRFV zijn naam wijzigt.

Het budget bedroeg afgerond 4,4 miljoen euro in 2002, 5,9 miljoen in 2008, 6,2 miljoen in 2009 en 5,6 miljoen in 2010.

Een stijging van het budget wordt onder meer veroorzaakt door de indexering van de loonkosten en de stijging van de werkingkosten. Deze trend heeft zich in 2010 niet voortgezet. Tussen 2002 en 2010 gaat het om een stijging van 1 miljoen euro.

03.03 Liesbeth Van der Auwera (CD&V): Dat is dus in feite een status quo.

03.04 Minister Sabine Laruelle (Nederlands): Inderdaad. We moeten het budget beperken, maar de Orde van Architecten heeft veel taken en daarvoor moeten de nodige middelen worden vrijgemaakt.

03.05 Liesbeth Van der Auwera (CD&V): De hervorming van de Orde moet worden voortgezet. Het is goed dat de minister de voorbije maanden met de verschillende partners heeft gesproken. Ik hoop dat het werk niet verloren gaat.

Wij wachten nu af. Wij hebben een voorstel ingediend en wachten op de bespreking van de voorstellen in de commissie. Misschien zijn er wel overeenstemmingen met wat de partners willen en kunnen we zo tot een oplossing komen.

De **voorzitter**: Mevrouw Fonck is er niet. Haar vraag was oorspronkelijk voor vanmiddag geagendeerd.

03.06 **Liesbeth Van der Auwera** (CD&V): Mevrouw Fonck wist dat de vragen werden verplaatst naar vanochtend om de minister toe te laten een begrafenis bij te wonen.

De **voorzitter**: Ik stel vraag nr. 674 van mevrouw Fonck uit.

Het incident is gesloten.

De openbare commissievergadering wordt gesloten om 10.43 uur.